

**73010 - Délégation des aides à
la pierre pour le logement social**

**PDH - Proposition d'approbation d'un projet
de convention d'objectifs et de moyens
entre le Département et des bailleurs
sociaux pour la mise en œuvre de la nouvelle
politique départementale de l'habitat**

Rapport n° CP/2018/438

Service gestionnaire :

L5 - Habitat et logement

Résumé :

Il est proposé à la Commission permanente de décider d'approuver les termes des projets de conventions d'objectifs de moyens à conclure entre le Département et AMELOGIS et entre le Département et la Foncière Habitat et Humanisme, pour la mise en œuvre de la nouvelle politique départementale de l'habitat adoptée par le Département le 26 mars 2018. Ces conventions seraient établies pour une durée de 3 ans, soit la période 2018-2020.

Dans le cadre de la nouvelle politique départementale, adoptée le 26 mars 2018 (délibération n° CD/2018/008), le Conseil Départemental a approuvé les termes des conventions types de partenariat à conclure avec les bailleurs sociaux intervenant dans le Bas-Rhin.

En effet, au titre de sa politique volontariste de l'habitat ainsi qu'en application de la délégation des aides à la pierre de l'État, et dans le cadre du partenariat entretenu avec l'AREAL (l'association des bailleurs sociaux d'Alsace), le Département a retenu le principe d'une contractualisation avec les organismes HLM qui souhaitent s'engager sur le territoire bas-rhinois en-dehors de celui de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), pour y développer du logement social et/ou qui s'engagent, y compris sur le territoire métropolitain à adapter leur patrimoine à la perte d'autonomie et au handicap.

Ainsi, le présent rapport a pour objet de proposer à la Commission Permanente de décider d'approuver les termes des projets de conventions d'objectifs et de moyens à conclure entre le Département et AMELOGIS et entre le Département et la Foncière Habitat et Humanisme, pour la mise en œuvre de la nouvelle politique départementale de l'habitat aussi bien pour le développement d'une offre nouvelle hors métropole que pour l'adaptation de leur parc de logements existant, y compris sur le territoire métropolitain. Ces conventions seraient établies pour une durée de 3 ans, soit pour la période 2018-2020.

Aux termes des présents projets de conventions, les bailleurs s'engageraient, pour la période 2018-2020, dans une série d'actions concrètes accompagnant le déploiement de la politique départementale de l'habitat :

- La production de logements locatifs aidés sur le territoire départemental hors EMS, en construction et en réhabilitation ;
- Le développement d'une offre de logement en faveur des publics spécifiques ;
- La prise en compte de la santé dans l'habitat ;
- L'adaptation du logement au handicap et au vieillissement ;
- L'amélioration du parc existant et le développement d'un habitat durable ;
- La participation aux actions du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) ;
- L'implication dans la réforme des attributions.

En contrepartie, le Département s'engagerait à apporter aux bailleurs une garantie à 100% pour les prêts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations concernant la construction et la réhabilitation de logements sociaux (PLUS, PLAI, PLS, PALULOS, PAM, PRU et tout autre dispositif qui viendrait compléter ou remplacer ces prêts).

Le Département apporterait également, en complément des financements de l'Etat gérés dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, des financements sur son budget propre:

- pour des logements accessibles financièrement (PLAI – Prêt Locatif Aidé d'intégration) ;
- pour le maintien à domicile des personnes âgées et/ou en situation de handicap en encourageant la production de logements adaptés et accessibles financièrement (majoration de l'aide à la production de PLAI adaptés) ;
- pour un logement performant énergétiquement ;
- pour favoriser la mise à disposition du foncier des Communes ou EPCI au profit de bailleurs sociaux pour la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- pour les projets permettant de sauvegarder ou de développer les « maisons alsaciennes », dans le cadre des dispositifs en cours de définition ;
- pour des projets structurants et partenariaux de type résidences seniors ou Smart City dans le cadre des nouveaux contrats départementaux.

La Commission Emploi Insertion et Logement a émis un avis favorable à ces projets de conventions d'objectifs et d'adaptation au handicap et/ou à la perte d'autonomie, lors de sa réunion du 26 novembre 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission Permanente du Conseil Départemental, statuant par délégation et sur proposition de son président :

- décide d'approuver les termes des projets de conventions à conclure pour la période 2018-2020, entre le Département et AMELOGIS et entre le Département et la Foncière Habitat et Humanisme, pour la mise en œuvre de la politique départementale de l'habitat et le maintien à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap ;

- autorise son président à signer ces conventions, dont les projets sont joints en annexe à la présente délibération.

Strasbourg, le 30/11/18

Le Président,



Frédéric BIERRY